

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

16^e ANNEE - N° 279
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
16 au 29 décembre 1978

Internationalisme prolétarien contre esprit de clocher

Il y a cent trente ans, dans le Manifeste, Marx et Engels soulignent déjà que « la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au désespoir des réactionnaires, elle enlève à l'industrie sa base nationale ». Et ce qui est vrai dans le domaine de la production l'est sur tous les plans : « L'étroitesse et l'exclusivisme nationaux de-

viennent de jour en jour plus impossibles ». Ils mettaient ainsi en évidence une des tendances fondamentales du capitalisme : « Déjà les démarcations nationales (...) disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent ».

Certes, la bourgeoisie est incapable de pousser cette tendance « internationaliste » jusqu'au bout, jusqu'à la destruction effective des nations. Si elle tend à socialiser la production, c'est en effet sur la base de l'appropriation privée des produits. Si elle tend à internationaliser la production et tous les rapports sociaux, c'est sur la base de la concurrence que les fractions de capital, les entreprises, les secteurs et les unités de production se livrent entre eux. Cette concurrence n'est pas supprimée, mais au contraire exacerbée par la concentration et l'internationalisation du capital, et lorsqu'elle prend ses formes les plus aiguës elle se cristallise dans l'antagonisme entre ces grandes unités économique-politiques que sont les Etats bourgeois. Tout comme le monopole et la concurrence se renforcent l'un l'autre, l'internationalisation et le nationalisme grandissent et s'exacerbent en même temps.

Comme Lénine l'a montré dans L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, il s'agit là d'un aspect caractéristique du capitalisme et de son développement, une forme sous laquelle se manifeste sa contradiction fondamentale. L'attitude

des diverses classes devant la contradiction internationalisation-nationalisme découle donc tout naturellement de leur attitude générale face au capitalisme.

Le prolétariat reconnaît que le capitalisme avait une tâche historique, et il reconnaît dans la socialisation de la production, dans l'internationalisation qui tend à faire de toute l'humanité une seule unité de production et de consommation, l'acquis historique du capitalisme. C'est cette conquête, réalisée par la bourgeoisie et payée par les souffrances de dizaines et de centaines de millions d'hommes, qui rend le communisme à la fois possible et nécessaire. Encore faut-il permettre à cette tendance unifiante d'aller jusqu'au bout, et supprimer les obstacles que le capitalisme dresse sur son chemin. Cela, c'est la tâche de la révolution et de la dictature du prolétariat : il faut abolir l'appropriation privée, c'est-à-dire le marché et le salariat ; il faut supprimer le morcellement inhérent au capitalisme, c'est-à-dire briser les limites des entreprises, les frontières des Etats et en général toutes les barrières au sein de la société humaine. La bourgeoisie a fait sauter certaines barrières anciennes,

DANS CE NUMERO

- En Iran, révolution capitaliste à la cosaque (2)
- Leçons de la grève des hôpitaux en Italie
- En Amérique latine, la démocratisation en marche
- La campagne pour la sécurité continue...

mais elle est incapable de les lever toutes ; elle reconstruit au contraire des barrières que la dynamique même du capital tend à détruire.

En effet, ce qui intéresse les bourgeois c'est l'appropriation privée. Ils ne considèrent la socialisation de la production que comme un moyen qui leur permet d'accroître l'extorsion de plus-value et l'accumulation du capital. Ce n'est pas par « méchanceté ». Ce sont les lois mêmes de la production capitaliste qui obligent chaque détenteur ou administrateur d'un morceau de capital, chaque

(suite page 2)

40^e Congrès de la CGT

Débattre mieux pour collaborer plus !

Le 40^e congrès de la CGT qui vient de s'achever à Grenoble a permis à tous les politologues et autres experts bourgeois de s'émerveiller sur l'étendue des audaces novatrices qu'ont consenties les bonzes dans l'art de mystifier les travailleurs. Ce congrès, les bonzes ont voulu en faire celui de la « démocratie syndicale » et du plus large débat avec les travailleurs. Que cache cet élan soudain des bureaucrates opportunistes pour la libre discussion de l'orientation interne du syndicat et pour l'appel à l'introspection systématique ?

Ces « audaces » répondent à un double but. D'une part, l'approfondissement de la crise capitaliste et les sacrifices accrus qu'il faut imposer aux prolétaires en limitant les risques d'explosion sociale exigent pour la bourgeoisie et son Etat qu'ils exercent un contrôle toujours plus strict des appareils syndicaux. Il s'agit de parer aux éventuelles déficiences de certains secteurs de l'appareil qui auraient tendance à manquer de savoir faire dans l'accomplissement plus ouvert de leur rôle de courroie de transmission des intérêts bourgeois dans le prolétariat.

Bref, il s'agit d'éliminer « l'archaïsme » du courant néo-stalinien de l'appareil dont les liens historiques avec la base syndicale et ouvrière empêchent une liberté d'allure trop ouvertement collaborationniste avec la bourgeoisie. Non que ces bonzes dont Frischmann est un authentique représentant soient en quoi que ce soit porteurs d'une orientation antiréformiste dans l'appareil (ils ont fait largement leurs preuves de contre-révolutionnaires professionnels), mais leur trajectoire historique les oblige à plus de réserve et de « tacticisme » dans leur rapport avec l'appareil d'Etat.

Cette espèce de « fossiles » du stalinisme pur et dur est donc remplacée aux postes de commande par un groupe de bureaucrates « novateurs » plus au fait des impératifs sociaux et économiques de la gestion capitaliste, moins en prise avec les pressions de la base, mais plus réceptifs aux sollicita-

(suite page 3)

programme communiste

N° 78

AU SOMMAIRE

- Pathologie de la société bourgeoise - Nécessité de la révolution communiste
- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (II)
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale - VII. Trotsky - Boukharine
- Cours de l'impérialisme mondial - L'offensive du capital contre la classe ouvrière
- Parabole du trotskysme dégénéré
La IV^e Internationale et la dictature du prolétariat - Les trotskystes et la social-démocratie : de l'entrisme à l'adhésion.

En Iran, révolution capitaliste à la cosaque (2)

Nous sommes arrivés, dans la première partie de cet article paru dans le numéro précédent de ce journal, au point où l'Etat iranien sous l'égide de l'impérialisme américain, décide la révolution par en haut, afin d'éviter la révolution par en bas. Le pilier central de la « révolution blanche » est la réforme

qui prévoit le rachat par l'Etat des droits féodaux sur les tenures paysannes ainsi que le rachat du pouvoir politique des propriétaires fonciers par la distribution de la propriété de sociétés industrielles et en les intéressant à la transformation capitaliste de l'agriculture.

Les premières réformes (1962-63) limitent la propriété foncière à la possession d'un seul village, les terres « libérées » devenant propriété des paysans, moyennant une redevance de ces derniers à l'Etat pendant 15 ans, les autres paysans étant transformés en fermiers, tandis que l'administration prend peu à peu la place des féodaux dans le village. En réalité il a fallu attendre 1969 pour que la vieille propriété foncière se convainque elle-même des avantages du nouveau système : la réforme agraire put alors être généralisée et la masse des paysans exploitants devinrent propriétaires de leur lopin, moyennant une redevance à l'Etat durant 12 ans, l'organisation en coopératives remplissant théoriquement les fonctions d'entretien des systèmes d'irrigation et de commercialisation des récoltes.

Une telle réforme a pour résultat indéniable de détruire la vieille économie paysanne, de briser l'essentiel des liens économiques qui attachaient le paysan au « féodal » et aux restes de la vieille communauté agraire, d'entraîner pour toujours le paysan dans le marché et d'accentuer la prolétarianisation

massive de la paysannerie qui végète sur une tenure aussi ridiculement petite qu'hier. Cependant, le paysan fouetté au sang par le marché doit encore supporter l'arrogance et les vexations de l'ancien féodal qui est le véritable maître de la coopérative, et des représentants de l'Etat qui garantissent désormais l'exploitation capitaliste, mais toujours dans le vieux style despotique.

Tout en assurant le passage du paysan à la société moderne en maintenant un maximum d'oppression, la « révolution blanche » emprunte en même temps la voie la plus longue pour passer à l'agriculture capitaliste. Le vieux domaine seigneurial est désormais théoriquement livré aux ardeurs du capitalisme, mais l'évolution de la productivité est des plus lentes et des plus faibles. Ainsi malgré le lancement d'agro-industries sur 420.000 hectares grâce à l'association de capitaux locaux et anglo-saxons ; malgré la constitution de Sociétés Anonymes agricoles sur 400.000 hectares où, sous la direction du vieux féodal transformé en capitaliste associé à la bureaucratie d'Etat, le paysan est devenu salarié, à coups de sabre ; malgré la

constitution sur 190.000 hectares de coopératives de production grâce auxquelles la grande propriété concentre la terre et les crédits à son profit ; malgré l'introduction des tracteurs, des engrais et des crédits dans une agriculture commerciale de paysans moyens et riches qui, avec le quart des bras, fournit 70 % du marché, l'agriculture iranienne a cessé dans les années 70 d'être en mesure d'assurer la nourriture des villes. Il faut donc désormais importer massivement.

Mais qu'importe ! Grâce au sabre qui intimide et au pétrole qui achète, tout est possible ! L'Iran devient un pays industriel : en 1973, l'agriculture ne représente plus que 18 % du revenu national, dépassée par l'industrie et les usines dont la part s'élève à 22,3 %, le pétrole qui compte pour 19,5 %, sans parler des inévitables services qui vivent comme des sangsues sur tout le reste et qui ne représentent rien moins que 40,2 % ! Par rapport à 1960, la population active agricole n'a progressé que de 9 %, ce qui représente 400.000 personnes, pour atteindre 40,1 % de

(suite page 3)

Internationalisme prolétarien contre esprit de clocher

(suite de la page 1)

bourgeois, chaque trust, chaque confédération patronale, Etat ou groupe d'Etats capitalistes, à se préoccuper de la rentabilité du capital qui lui est confié, et ainsi à faire avancer malgré lui la socialisation et l'internationalisation de la production. Chacun d'eux est poussé par l'aiguillon implacable de la concurrence : exploite mieux, tire plus de profit, accumule davantage que tes concurrents... ou crève. Chaque « patron », du petit entrepreneur au PDG de la multinationale, et chaque responsable politique bourgeois, du conseiller municipal au chef d'Etat ou de bloc d'Etats, doit donc défendre avant tout les intérêts de « son » entreprise contre les autres.

Ce qui complique les choses, c'est que ces entreprises se regroupent et se rassemblent suivant divers critères ; par branches et secteurs, par localité et par marché national, et même à l'échelle internationale. Ainsi apparaît un jeu complexe d'intérêts, des intérêts communs aux capitaux d'une certaine unité tantôt s'opposant, et tantôt s'ajoutant à tel intérêt particulier. Mais lorsque le marché mondial se bouche, que la crise générale menace, ce sont les Etats bourgeois, unifiés non seulement économiques mais politiques et militaires, qui donnent le cadre de regroupement : la concurrence entre capital et capital peut alors prendre sa forme extrême, la guerre impérialiste.

.*

Les trente ans de boom économique qui ont suivi la seconde guerre impérialiste ont donné une impulsion formidable à l'internationalisation de fait, à l'unification mondiale du marché, de la production, des conditions sociales, des modes de vie.

L'interdépendance des économies « nationales » des pays du bloc occidental n'a cessé d'augmenter, comme le montre la mise en phase des cycles d'élargissement et de rétrécissement de la production : la crise de 75 a frappé simultanément tous les pays, et par là-même s'est renforcée. En même temps le rideau « de fer », derrière lequel Staline ou Mao voulaient protéger le jeune capitalisme russe ou chinois, est devenu une dentelle : l'intégration des pays de l'Est au marché mondial a considérablement avancé ; c'est pour cela que les économies soi-disant socialistes ont subi elles aussi les répercussions de la crise monétaire, de la crise du pétrole et de la crise de la production.

Dans le domaine social, la tendance est encore plus frappante. L'expansion du marché du travail dans les métropoles capitalistes combinée à l'expropriation massive de la paysannerie et des petits

producteurs dans le Tiers Monde, et même dans certains pays capitalistes en retard, a produit de colossales migrations de travailleurs et un vaste brassage des populations. Par ailleurs, les révolutions nationales-démocratiques et l'exportation des capitaux et des usines ont introduit les rapports capitalistes de production et les formes sociales bourgeoises aux quatre coins du monde, et sont en train d'arracher des centaines de millions d'hommes aux rapports sociaux archaïques pour les plonger dans la lutte de classe moderne.

Bref, après avoir écrasé la poussée révolutionnaire prolétarienne du premier après-guerre et résolu sa crise de surproduction et de déséquilibre entre les territoires de chasse par la deuxième guerre impérialiste, le capitalisme mondial s'est développé vigoureusement, créant les conditions matérielles à la fois de nouvelles crises et de la renaissance du mouvement de classe internationaliste du prolétariat. Et il ne pouvait pas faire autrement.

Ce qu'il peut faire, par contre, c'est mobiliser toutes ses forces politiques pour combattre une tendance qu'il est obligé de promouvoir matériellement. Pour cela il s'appuie sur les aspirations réactionnaires de la petite-bourgeoisie, expropriée et spoliée aussi bien par la socialisation de la production qui détruit sa petite entreprise, que par l'appropriation privée capitaliste qui ne se fait pas à l'échelle de l'individu mais de l'usine, du trust, du groupe bancaire. Il s'appuie aussi sur les illusions de l'aristocratie ouvrière, que les miettes accordées grâce aux surprofits impérialistes pendant la période d'expansion ont rendue solidaire de l'appareil productif et politique bourgeois. Alors, au moment où il devient de plus en plus clair que tous les problèmes se posent et ne peuvent être résolus qu'à l'échelle internationale, la propagande de la bourgeoisie et de ses laquais, de l'Etat et de toutes les variantes d'opportunisme, fait miroiter aux yeux des prolétaires de dérisoires et illusoire solutions continentales, nationales, régionales ou locales.

Nous n'insisterons pas ici sur l'Europe, cette tentative des vieux centres impérialistes en déclin pour s'unir et retrouver une nouvelle jeunesse contre les nouveaux despotes du marché mondial, en exercice ou en puissance. La tentative d'unification de l'Europe, même si elle était réalisable, vient déjà trop tard et ne peut se réaliser qu'à genoux devant l'Amérique, nous en reparlerons à l'occasion. Mais, pour minable qu'elle soit, elle a servi de prétexte à une formidable mobilisation nationaliste, dans laquelle le PCF devance largement les gaullistes et peut se proclamer à bon droit « le seul

parti politique qui défend l'intérêt et l'avenir du pays » (discours de Marchais du 17-11-78, voir l'Humanité du 18). Rien d'étonnant à cela : cette campagne ne s'adresse pas aux bourgeois, elle est faite pour les prolétaires, contre les prolétaires, plus exactement !

C'est aux prolétaires qu'il faut faire croire que cela a un sens de parler d'« une France indépendante, une France maîtresse de son destin, une France libre de ses choix » (idem) à une époque où il suffit que Wall Street éternue pour que le monde entier se mouche. C'est aux prolétaires qu'il faut faire croire que, indépendamment de ce qui se passe dans le reste du monde, le capitalisme national pourrait, s'il le voulait bien, assurer le plein emploi, l'augmentation des salaires et du bien-être, que la France pourrait relancer sa production, son accumulation capitaliste et... sa consommation populaire indépendamment de la conjoncture internationale. C'est aux prolétaires qu'il faut faire croire qu'ils pourraient lutter contre le chômage et la misère qui les menacent à condition de « fabriquer français » et de « consommer français », à condition d'accorder généreusement aux travailleurs immigrés le « droit au retour », le droit de foutre le camp lorsque l'économie française n'a plus besoin d'eux. Les bourgeois, eux, savent à quoi s'en tenir. C'est le prolétariat qu'il faut mobiliser pour la défense de l'économie nationale aujourd'hui, et lui faire accepter les sacrifices que cela comporte, en attendant de le mobiliser demain pour la guerre impérialiste.

Alors que le cadre national est déjà trop petit pour les forces productives développées par le capitalisme, certains le trouvent encore trop grand et proposent aux prolétaires de s'émanciper dans le cadre régional. Alors que le capitalisme a déjà retiré à la production sa base nationale, ils lui cherchent désespérément une base régionale, locale ou villageoise, tirant ainsi le prolétariat en arrière, vers la réaction immédiate des paysans expropriés.

A l'heure où le capitalisme lui-même fait venir des travailleurs turcs à Hambourg, les Maliens à Paris, les Hindous à Londres, etc., contribuant ainsi puissamment et malgré lui à unifier le prolétariat internationalement, ces gens-là proposent aux ouvriers de se battre pour « vivre au pays » : chacun chez soi et les cochons seront bien gardés ! A l'heure où le capitalisme brasse les prolétaires de toute origine et les pousse à parler la même langue, ces gens remettent en avant les parlers régionaux et les patois locaux. A l'heure où les Etats-Unis ont définitivement abandonné leur « splendeur isolément » et où un pays aussi énorme que la Chine est obligé de s'ouvrir au capitalisme mondial, ces gens

proposent aux prolétaires de lutter pour une mythique « autonomie régionale » qui ne peut que se démultiplier en une encore plus absurde « autonomie locale ». A l'heure où il devient évident que les contradictions du capitalisme et les convulsions et cataclysmes qu'elles produisent ne peuvent être surmontés que par un plan mondial qui brise les lois du capital, ces gens proposent aux prolétaires de chercher leur salut dans un « plan de développement » de la Corse ou de la Bretagne, ou même dans un « plan de développement de Trifouillis-les-Oies » au sein de l'anarchie capitaliste.

« Chacun chez soi » et « chacun pour soi », cette idée réactionnaire se retrouve dans le domaine économique. Au moment où il devient manifeste que les aciéries françaises sont laminées par la lutte entre les aciéries américaines et japonaises, on cherche un plan « français » pour l'acier français. Quand la modernisation de l'imprimerie fait éclater les vieilles structures, on défend le Parisien libéré et on réclame le « rapatriement des travaux faits à l'étranger ». Du « moteur français » de la CGT à l'« horlogerie besançonne » chère à la CFDT en passant par le syndicat d'entreprise, tout est bon pour rendre les prolétaires solidaires de l'usine qui vit de leur exploitation. Cette tendance au morcellement du prolétariat trouve son expression la plus achevée dans l'« autogestion » : plus le capitalisme intègre et centralise la production, plus il crée la base de la centralisation socialiste et rend la planification mondiale unitaire nécessaire, plus on propose au prolétariat le rêve réactionnaire d'une gestion fractionnée, parcellisée, morcelée, où chaque unité serait indépendante, s'autoadministrerait et s'autogérerait.

Il est évident que ces gens ne feront pas, en réalité, tourner en arrière la roue de l'histoire, et qu'ils ne la proposent pas sérieusement. La socialisation, la concentration, l'internationalisation déjà réalisées par le capitalisme sont irréversibles, à moins d'un recul effroyable de l'humanité.

Mais leur programme nationaliste, régionaliste, localiste, autogestionnaire à tous les niveaux, a un tout autre but et un tout autre effet. Il s'agit d'empêcher le prolétariat de retrouver son programme de dépassement des contradictions de la société bourgeoise par la socialisation, la centralisation, l'internationalisation supérieures engendrées par sa révolution et sa dictature de classe, par la destruction du capitalisme, le passage au communisme et la constitution effective des hommes en humanité. C'est contre ce programme, et contre la renaissance d'une force de classe en mesure de le réaliser, que la bourgeoisie mobilise toutes les ressources de l'esprit de clocher !

Démocratie en marche en Amérique latine

Au Pérou, après un mois et demi de disputes verbales interminables, messieurs les députés à l'Assemblée Constituante (dont les trotskystes de Hugo Blanco) sont arrivés, sans aucun mal, à leur premier accord : ils ont voté à l'unanimité une résolution condamnant le terrorisme « d'où qu'il vienne ». La condamnation est doublée d'une exigence : que le gouvernement, les Forces Armées et les corps de police « assument pleinement leur responsabilité qui est de garantir la sécurité de tous les Péruviens et d'identifier et punir les coupables avec tout le poids de la loi ». A remarquer que la résolution a été votée tout juste après que les mineurs, dont la grève avait été brisée par l'action conjointe de la violence de l'Etat démocratique et le sabotage des bonzes syndicaux de la CGTP, se soient défendus en exerçant des représailles physiques — moyen terroriste s'il en est — contre des agents de maîtrise. On ne pourrait mieux illustrer la fonction antiprolétarienne, carrément contre-révolutionnaire de la démocratie actuelle en Amérique latine, laquelle compte sur l'appui unanime de la gauche et de l'extrême gauche, en particulier des trotskystes de la IV^e (S.U.).

Au Brésil, on n'en est pas encore à l'élaboration de la Constituante, mais de la condamnation des anciens « dictatoriaux » à la démocratie. L'un des derniers en date est l'ancien ministre de l'Economie et ambassadeur en France, Delfim Netto. Ce monsieur — surnommé « le magicien du miracle » brésilien

(sa magie a consisté à truquer les indices d'inflation pour accorder des augmentations de salaires de beaucoup inférieures à celle du coût de la vie) vient de formuler un programme travailliste visant à « absorber les travailleurs dans la vie politique du pays », c'est-à-dire à leur donner « des responsabilités et le droit » de dire leur mot sur la formulation « des politiques économiques », selon les termes d'un éditorial du bourgeois *Jornal do Brasil*. Et l'éditorialiste de nous révéler une énième fois le contenu de la démocratisation qu'on prépare soigneusement dans les cercles de la haute finance, de la grande industrie et, bien entendu, des casernes : « L'élite brésilienne, écrit-il, qui vit poursuivie par le défi d'incorporer la classe laborieuse dans un système capitaliste et démocratique, sans miner ses structures, doit réfléchir sur le programme travailliste de Delfim Netto. Et les travailleurs brésiliens (...) peuvent commencer à comprendre que le capitalisme brésilien ne survivra pas sans l'incorporation des salariés à la vie politique [pour le *Jornal do Brasil*, il va de soi que l'intérêt des travailleurs est de faire survivre le capitalisme...]. Et ce qui est plus important... »

Is ne marchent pas leurs mots, les bourgeois brésiliens.

La campagne pour la sécurité continue...

Les auteurs de l'attentat contre le château de Versailles en ont pris pour quinze ans. Ils ont été frappés bien plus durement que les Corses accusés d'être responsables de l'affaire d'Aleria, où pourtant il y avait eu des morts. C'est que, depuis, il y a eu une inflation, non tant du terrorisme, que de la campagne antiterroriste internationale. Nous avons montré que cette campagne, sans rapport avec la menace réelle que les terroristes représentent pour l'Etat bourgeois, vise avant tout à intimider le prolétariat et à l'empêcher de retrouver le chemin de sa violence révolutionnaire de classe. Tout le monde n'a pas le prétexte d'une « bande à Baader » ou des « brigades rouges » ; la France a dû se rabattre sur les Bretons qui, encore plus naïfs, s'imaginaient frapper l'Etat bourgeois moderne à travers le symbole de la monarchie du XVII^e siècle.

Le PCF est un des piliers de cette campagne pour « la sécurité des Français ». Il paraît que les sondages (!) placent la « revendication » (sic) de la sécurité en troisième place « des préoccupations des Français ».

La lutte pour assurer la sécurité des Français, menée par le PCF, dans sa lutte profonde dans la crise de la société, mais

deussent.

deussent.

deussent.

